

La bataille du rail se poursuit

jeudi 12 avril 2018, par [Sud-Rail](#) (Date de rédaction antérieure : 10 avril 2018).

SUD-Rail remercie les ADC [Agents de conduite] qui se sont mis massivement en grève. Avec 80% de grévistes (chiffre minoré de la direction), les ADC ont montré leur détermination. Nous les encourageons à amplifier la mobilisation pour faire reculer le gouvernement et la direction SNCF. Pourtant, personne n'est dupe, comment se fait-il que seulement 10% des trains roulent alors que la direction annonce 80% des ADC en grève le premier jour ?

SUD-Rail dénonce ces chiffres, par ailleurs les conducteurs « occasionnels » non grévistes ne sont pas soumis à DII [déclaration d'intention individuelle], ce qui rajoute des ressources pour effectuer des trains.

Cette réforme est une escroquerie, un service public est par définition non rentable. Pour une meilleure qualité de service, il faut des moyens humains et matériels. Le service public ferroviaire a été dégradé par les différents projets, réformes et réorganisations successives faites par les gouvernements et la direction de l'entreprise. *Les cheminots et les usagers ne doivent pas payer la note.* Conditions de travail et sécurité vont de pair pour la mise en œuvre d'un service public ferroviaire de qualité.

Le mensonge du statut

La perte du statut serait un désastre pour les cheminot·e·s. Les nouveaux cheminot·e·s doivent avoir les mêmes droits et les mêmes garanties que nous. Annoncer que le statut sera sauvegardé pour nous est un mensonge. Les notations seront remises en cause, l'accès aux facilités de circulations sera réduit.

Lors du transfert vers une entreprise privée, il ne resterait quasiment rien, même pas le salaire. Les contractuels seront aussi touchés, même s'ils ne bénéficient pas directement du statut, une grande partie est retranscrite dans les RH (ressources humaines) et donc s'applique aux contractuels (FC - facilités de circulation, Congés, ...). En cas de perte de marché, ils seront les premiers mis à la porte dès le 1^{er} plan social.

Enfin, le Statut protège les salarié·e·s mais aussi la sécurité des circulations, sans cette protection, le patron pourrait faire pression sur les cheminot·e·s pour faire circuler des trains dans des conditions dangereuses. 90% des agents qui dépendent de la branche ferroviaire sont au Statut, SUD-Rail se bat pour l'appliquer au 10% restant. Mais l'heure est au moins disant social, tout le monde doit être au plus bas pour que les patrons continuent de s'en mettre plein les poches.

Cette réforme c'est :

- La sécurité qui va diminuer.
- Des milliers de suppressions de postes.
- Les prix des billets qui vont augmenter.
- Le nombre de trains qui va diminuer.
- La dégradation des conditions de travail qui va s'amplifier.
- La perte des accords locaux.
- Une baisse des salaires

Il faut amplifier et durcir la mobilisation

Cette réforme n'est pas faite pour améliorer le service public. Elle est au contraire faite pour le casser et le livrer aux patrons qui veulent se gaver sur le dos des usagers et des contribuables.

C'est le même schéma que pour les autoroutes, **le contribuable aura payé toutes les infrastructures coûteuses et le gouvernement les offrira au privé**. Celui-ci fermera les lignes non rentables et fera payer plus cher aux usagers le prix du billet. La SNCF telle que la veut Pépy [PDG de la SNCF] fera la même chose. Si cette réforme passe, il n'y aura plus de service public ferroviaire, juste du business.

Transformation de la SNCF en société anonyme (SA)

Sur tous les plateaux de télévision, le gouvernement dit que ce n'est pas pour privatiser la SNCF, pourtant dès 2004, Sarkozy faisait la même promesse pour EDF /GDF.

On voit le résultat, la privatisation et la mise en concurrence pour l'électricité et le gaz n'ont apporté que des désagréments.

Les conditions de travail des salarié·e·s se sont dégradées, les prix ont augmenté et le service s'est dégradé. Les seuls gagnants dans cette histoire sont les actionnaires qui s'en sont mis plein les poches.

La vengeance minable de Pépy

Notre patron, pour nous faire payer notre détermination et notre combativité, a décidé de modifier une semaine avant le début du conflit les calculs pour le décompte des jours de grève. Les modalités du préavis reconductible SUD-Rail permettent d'éviter cette escroquerie mise en place à la va-vite par la direction.

- Si on ne se bat pas, le service public est mort, nos conditions de travail aussi.
- Il faut convaincre nos collègues, les usagers, nos amis.
- Cette grève c'est le gouvernement et la direction qui en sont responsables.
- Il n'y a rien à négocier, le projet de réforme doit être retiré !

SUD-Rail, 10 avril 2018
